Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 11 1206
Mis en ligne le 06.11.2026

ACCORD TECHNIQUE EN VUE DE TRAVAUX DE RENFORCEMENT ÉLECTRIQUE HTA, RUE LOUIS POMÈS, ESPLANADE DU PARADIS, AVENUE PEYRAMALE ET AVENUE DU PARADIS, POUR LE COMPTE DU CONCESSIONNAIRE ENEDIS

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),
Vu le guide technique de remblayage des tranchées,

Vu la demande du concessionnaire **ENEDIS 5 avenue Alsace Lorraine 65000 TARBES envoyée par Jordan De Castro (jordan.de-castro@enedis.fr), concernant la réalisation de travaux de renforcement électrique par HTA, rue Louis Pomès, esplanade du Paradis (du carrefour avec la rue Louis Pomès vers pont Peyramale) et avenue Peyramale (portion du pont Peyramale jusqu'au carrefour de l'avenue Peyramale prolongée) ainsi que des travaux d'effacement de réseau avenue du Paradis,**

Considérant qu'il y a nécessité de renforcer électriquement le réseau haute tension entre les postes GAVE et BORRA et de supprimer les poteaux béton qui ont servi d'appui pour le dévoiement provisoire de la continuité HTA durant la construction du pont,

Considérant que l'occupation du domaine public communal et la réalisation des travaux ne saurait être admise que dans des conditions qui permettent de respecter la liberté et la commodité de la circulation, de préserver la sécurité des usagers et des tiers, d'en assurer une utilisation conforme à la destination et d'en garantir la conservation,

ARRETE

Article 1 - Autorisation

Le concessionnaire **ENEDIS,** est autorisé à occuper le domaine public **afin de réaliser des travaux de renforcement électrique et d'effacement de réseau,** à l'adresse suivante:

rue Louis Pomès, esplanade du Paradis, avenue Peyramale et avenue du Paradis

Attention, cet accord technique ne vaut pas arrêté de circulation. Le permissionnaire devra aussi être muni d'un arrêté de circulation pour les travaux situés sous domaine public (interdiction de stationnement, chaussée rétrécie, circulation modifiée...).

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants.

Le demandeur devra concevoir ses ouvrages de manière à se prémunir contre les contraintes inhérentes à l'occupation du domaine public routier et en particulier contre les mouvements du sol, les tassements de remblais, les vibrations, l'effet d'écrasement des véhicules lourds, les infiltrations, les mouvements affectant les tabliers des ouvrages d'art et les déversements accidentels de produits corrosifs par les usagers de la route.

La ville de Lourdes ne garantit ni la stabilité, ni la pérennité, ni l'adéquation du domaine public avec les ouvrages projetés par le demandeur.
Si une ouverture doit être effectuée près des habitations, le demandeur devra privilégier les techniques de terrassement doux (aspiratrice, manuelle...) afin de ne pas endommager un réseau non référencé sur les DICT ou endommager la fondation d'un bien privé (immeuble, clôture...) qui déborderait sous domaine public. Tout sondage complémentaire, nécessaire à la réalisation des travaux, sera à la charge du demandeur.

En complément du paragraphe précédent, le permissionnaire a été destinataire d'un diagnostic géotechnique de mission G5 établi en 2017 par la société Sémofi ainsi qu'un plan des désordres, concernant le diagnostic de l'état des berges. Ce rapport fait état des points de vigilance où le maître d'ouvrage Enedis devra prendre toutes les précautions nécessaires dans la mise en œuvre de son futur réseau situé avenue Peyramale (points noirs des désordres constatées en 2017). Enedis a également été informé par mail que ce rapport datait par rapport à la réalisation des travaux programmés cette fin d'année 2026. Le permissionnaire doit donc s'assurer de la faisabilité de son projet par tout sondages, études ou diagnostics complémentaires qu'il jugera utiles et adapter son projet en fonction du terrain actuel si cela s'avère nécessaire (Toute modification fera l'objet d'un point d'arrêt et appel auprès de la commune de Lourdes pour validation des modifications d'implantation, qu'elles soient planimétriques ou altimétriques).
De fait, il est conseillé de procéder à des techniques de terrassement « douces » et d'éviter au maximum une déstabilisation du sous-sol ou utilisation d'engins vibrants sur les zones jugées difficiles, par un remblaiement auto-compactant sur certaines portions.

Les déblais de chantier non utilisés seront évacués et transportés dans une décharge autorisée à les recevoir par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Les remblais seront réalisés selon les prescriptions définies en annexe et le guide technique de remblayage des tranchées.

Concernant les réfections définitives, il sera appliqué une sur-largeur de 10cm sur chaque côté de la tranchée. Les constitutions des réfections définitives sont celles définies en annexe. Pour celles situées sous chaussée, il sera pris la constitution qui se rapproche le plus de celle en place.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières.

Réalisation de travaux sous chaussées :

En cours de travaux :
La réalisation de la tranchée se fera par un découpage du revêtement soigné à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la trancheuse ou tout engin permettant un découpage droit et net.
Pour les terrassements, une vigilance devra être observée pour le terrassement de l'avenue Peyramale le long des Berges fragilisées. Une technique douce par aspiration devra être privilégée. S'il est jugé nécessaire d'effectuer une tranchée peu profonde après ouverture sur site, la commune de Lourdes devra en être informé avant de continuer les travaux. Pour les autres portions des travaux (hors avenue Peyramale) le permissionnaire devra juger de l'engin adéquat à la situation de ses travaux et l'encombrement réseau existant du sous-sol.
Le remblaiement se fera selon le guide de remblaiement des tranchées LCPC/Setra avec un enrobage en remblai auto-compactant autour de la canalisation, un remblai PSI de densification Q4 et un remblai PSR de densification Q3 sur un minimum de 50cm en partie supérieure (GNT2 de type A)).
Pour le remblaiement de la partie Esplanade du Paradis (dont le trafic est plus élevé), il est demandé un remblai PSI de densification Q4 et un remblai PSR de densification Q3 sur un minimum de 50cm en partie supérieure (GNT2 de type A) et graves ciment dosé à 100kg sur 20cm (objectif Q2).
ATTENTION : Au niveau des désordres constatées sur l'avenue Peyramale, certaines portions devront être remblayées par un matériau auto-compactant type GP16 (béton liquide faiblement dosé en

ciment) et selon la profondeur, la génératrice supérieure du réseau devra être protégée mécaniquement par la pose de plaques métalliques ou d'une portance suffisante et adaptée.
Que ce soit sur la phase de terrassement ou de remblaiement, le permissionnaire devra s'assurer simultanément de l'état visuel de la berge et du corps de chaussée autour de ses travaux (risque de décompression du sol).
Un enrobé à froid sera demandé pour la réfection provisoire du revêtement fini sur une épaisseur de 6cm.

Phase définitive :
Trois à quatre mois après les travaux (avant la saison touristique de 2027 commençant aux rameaux), un découpage du revêtement sera réalisé par un découpage dépassant de 10cm de part et d'autre de la réfection provisoire. Un rabotage de l'enrobé à froid sera réalisé en vue de la réalisation d'un enrobé à chaud type BBSG sur 6cm d'épaisseur.

Réalisation de travaux sous trottoirs en enrobés :

En cours de travaux :
La réalisation de la tranchée se fera par une découpe soignée à la scie à disque ou tout engin permettant un découpage droit et net du trottoir en enrobés.
Le passage de canalisation, en sous œuvre, sous bordures et caniveaux sera scrupuleusement interdit afin d'éviter tout tassement de la tranchée et démobilisation des ouvrages maçonnés.
La réfection des bordures et caniveaux se fera soit en bordure préfabriquée béton ou basaltine de référence L111 Granit bretagne, de classe de résistance minimale T (5Mpa) selon la zone, sur un lit de pose de 10cm minimum de béton spécial bordure C16/20, soigneusement épaulé au 2/3.
Le remblaiement se fera selon le guide de remblaiement des tranchées LCPC/Setra avec un enrobage en remblai auto-compactant autour de la canalisation, un remblai PSI de densification Q4 et un remblai PSR de densification Q3 sur un minimum de 30cm en partie supérieure (GNT2 de type A). Hors contrainte technique d'un réseau peu profond dont la charge en couverture devra être renforcée.
La réfection du trottoir sera reprise en enrobé à froid sur une épaisseur de 5cm.

Phase définitive :
Trois à quatre mois après les travaux (attente du tassement de l'ouverture et avant la saison touristique de 2027 commençant aux rameaux), l'enrobé à froid sera raboté, un nouveau sciage avec un surplus de 5 à 10cm autour de la fouille sera réalisé et sur toute la largeur du trottoir, afin de permettre la réfection du trottoir en enrobé à chaud BBM 0/6.

Réalisation de travaux sous trottoirs en pavés :

En cours de travaux :
La réalisation de la tranchée se fera par une dépose soignée du trottoir en pavés autobloquants rouges en vue de leur repose.
La réfection du trottoir se fera par la repose des pavés préalablement déposés (pavés béton rouge autobloquants type « I »), à reposer sur un lit de sable de 3 à 4cm d'épaisseur et jointés par de la silice à refus. Tout pavé qui ne pourra pas être reposé en bon état (mauvaise manutention, casse préalable) sera remplacé par un pavé de type béton similaire à l'existant.

Phase définitive :
Quatre mois après travaux ou avant si appel de la Mairie de Lourdes, un état des lieux visuel sera effectué autour de la repose des pavés et bordures. Tout tassement différentiel ou élément défectueux devra être repris par le permissionnaire.

Article 3 - Durée de l'autorisation.
Cette autorisation est délivrée tant que le permissionnaire aura l'utilité des ouvrages décrits ci-dessus et sous réserve des dispositions prévues dans cette permission

Elle prend effet à compter de la date de notification au permissionnaire de cette permission de voirie.

Article 4 - Précarité, révocabilité de l'autorisation.
Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle peut être retirée avant l'expiration du délai prévu soit lorsque l'intérêt de la circulation ou de la voirie le requiert, soit pour inexécution des

conditions prévues par cette autorisation, soit par ce que le bénéficiaire porte atteinte au droit des tiers, soit parce que l'autorisation est susceptible de compromettre la conservation du domaine public.

Le permissionnaire doit se conformer à la décision de l'administration sans pouvoir prétendre à une indemnisation et doit remettre en état les lieux à ses frais.

Article 5 - Utilisation, durée de l'autorisation.
L'autorisation est nominative et ne peut être prêtée, louée, vendue ou cédée. Elle ne peut pas être utilisée pour une occupation autre que celle prévue par cette dernière.

Toute autorisation est périmée de plein droit lorsque cette dernière prend fin.

Article 6 - Vérification préalable de l'implantation des ouvrages.
Le permissionnaire doit se conformer aux dispositions prévues dans le Code de l'Environnement, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport

Article 7 - Signalisation et balisage des chantiers.
Le permissionnaire à la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par

- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- par la Police Municipale et la Police Nationale,
- par les services techniques,
- par l'arrêté de circulation délivré à l'occasion des travaux.

Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation et du balisage.
La ville se réserve le droit d'intervenir d'office, sans mise en demeure et aux frais du permissionnaire lorsque qu'elle juge que la signalisation ou le balisage sont insuffisants ou qu'ils présentent un risque pour les usagers.
Le bénéficiaire a l'obligation d'informer sans délai les services techniques de la ville de Lourdes s'il lui apparaît que les prescriptions de l'arrêté réglementant la circulation au droit du chantier doivent être adaptées.

Article 8 - Respect des réglementations en matière de conditions de travail, de la sécurité et de la protection de la santé.
Le permissionnaire veille à respecter les disposions prévues dans le code du travail et plus particulièrement les règlements relatifs à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé.

Article 9 - Préparation du chantier, circulation et stationnement.
Au moins dix jours avant le commencement des travaux, le permissionnaire devra transmettre une demande d'arrêté aux Services Techniques de la Ville de LOURDES, ceux ci se réservent le droit d'organiser une réunion sur site afin de réaliser un piquetage et un état des lieux contradictoire.

Article 10 - Remise en état des lieux après achèvement des travaux.
Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire s'assure que tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, sont enlevés, à réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances et rétablir dans leur premier état les chaussées, trottoirs et tous ouvrages qui auraient été endommagés. Ces travaux sont réalisés sous le contrôle des services techniques. Un état des lieux contradictoire peut être demandé par le service afin de constater la bonne exécution des travaux et la remise dans leur premier état du domaine public.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il est pourvu d'office et à ses frais, par la commune ; après mise en demeure restée sans effet. Dans le cas d'un danger imminent, les travaux sont réalisés d'office par la commune aux frais de l'intervenant et sans mise en demeure.

Article 11 - Entretien des ouvrages établis sur ou sous le sol de la voie publique.
Les ouvrages établis dans l'emprise de la voie publique doivent toujours être entretenus en bon état. L'inexécution de cette prescription entraîne le retrait de l'autorisation indépendamment des mesures qui peuvent être prises contre le permissionnaire pour réprimer la contravention de voirie et supprimer les ouvrages.

Le permissionnaire veillera tout particulièrement à la propreté de son emprise et de ses abords.

Article 12 - Remise en état après expiration de la permission.
A l'expiration de la permission, le permissionnaire doit remettre dans leur état premier le domaine public soit pour la date de fin de cette permission, soit selon les délais mentionnés par l'autorité administrative lorsque que cette dernière est retirée.

Article 13 - Réserve des droits des tiers - Réglementations diverses.
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme et d'obtenir les autorisations prévues par le code de l'urbanisme.

Article 14 - Application de l'arrêté
Madame la Directrice Générale des Services de la ville de LOURDES et les agents placés sous ses ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le **5 novembre 2026**

Pour Le Maire,
L'adjoint délégué,



Stéphane PEYRAS

Notifié le .....
□ Par courrier recommandé envoyé le .....
□ Par remise en main propre
X Par mail envoyé le 06/11/2026
Je soussigné(e).....
Signature : .....

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.